

Prospectus mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de parts sociales « B » des Caisses de Crédit Mutuel du Sud Ouest affiliées au Crédit Mutuel Arkéa

La présente émission est réalisée par les Caisses de Crédit Mutuel, sociétés coopératives de crédit à capital variable régies par les dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867, de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par l'article 5 de l'Ordonnance du 16 octobre 1958, affiliées à la Fédération du Crédit Mutuel du Sud Ouest (Avenue Antoine Becquerel – 33608 PESSAC CEDEX) (ci-après la « Fédération »), et affiliées au :



Société anonyme coopérative de crédit à capital variable
Siège social: 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon
Immatriculé au RCS de Brest sous le numéro Siren 775 577 018

Offre au public de parts sociales B

conformément à l'article L.512-1 du Code monétaire et financier
par les Caisses Locales affiliées au Crédit Mutuel Arkéa
d'une valeur nominale unitaire de 1 € (un euro),
pour un montant prévu d'émission d'environ 70 millions d' € par an et de 350 millions d' €
pour la période de souscription allant du 6 juin 2011 au 6 juin 2016

Ce prospectus est valable 12 mois.

Ce Prospectus se compose du résumé et du présent document.

Ce prospectus incorpore par référence :

- le Document de Référence relatif au Crédit Mutuel Arkéa déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2012 sous le n° D.12-0327 (ci-après le « Document de Référence »)



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 12-231 en date du 29/05/2012 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le présent prospectus ainsi que le Document de Référence sont disponibles sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet du Crédit Mutuel Arkéa : www.arkea.com

SOMMAIRE DU PROSPECTUS

PREAMBULE : les principaux acteurs de l'offre au public de parts sociales B **PAGE 3**

RESUME DU PROSPECTUS : **PAGE 4**

PERSONNE RESPONSABLE **PAGE 11**

PREMIERE PARTIE : **PAGES 12**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'EMISSION DE PARTS SOCIALES ET AUX CAISSES LOCALES EMETTRICES

CHAPITRE I Renseignements relatifs à l'émission de parts sociales.....13

1. Caractéristiques de l'émission13
2. Renseignement généraux sur les parts sociales émises.....17

CHAPITRE II Renseignements relatifs au statut des Caisses locales émettrices.....22

1. Forme juridique.....22
2. Objet social..... 22
3. Exercice social.....22
4. Durée.....22
5. Organisation et fonctionnement des Caisses locales..... 23
6. Description générale des relations entre le Crédit Mutuel Arkéa et les Caisses locales affiliées.....25

DEUXIÈME PARTIE : **PAGES 30**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CRÉDIT MUTUEL ARKÉA..... 31

1. Chiffres clés du Crédit Mutuel Arkéa 31
2. Contrôleurs légaux des comptes 31
3. Déclarations des organes d'administration – Conflits d'intérêt 32
4. Procédures de contrôle interne 37
5. Procédures judiciaires ou d'arbitrage 37
6. Relations de solidarité au niveau du Groupe et au niveau national 38
7. Documents accessibles au public 38

TROISIÈME PARTIE : **PAGE 39**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CREDIT MUTUEL ET A LA CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL 39

PREAMBULE

LES PRINCIPAUX ACTEURS DE L'OFFRE AU PUBLIC DE PARTS SOCIALES B

Les Caisses locales émettrices

Au premier degré de la structure du Crédit Mutuel Arkéa, les Caisses locales, sociétés coopératives de crédit à capital variable, en constituent le socle. Ce sont des établissements de crédit selon le Code monétaire et financier dont le capital est détenu par les sociétaires, à la fois associés et clients (parts sociales A). Juridiquement autonomes, les Caisses locales collectent l'épargne, distribuent des crédits et proposent l'ensemble des services financiers.

Chaque Caisse locale désigne un Conseil d'administration, composé de membres bénévoles élus par les sociétaires en Assemblée générale selon la règle : "une personne, une voix".

La Fédération du Crédit Mutuel du Sud Ouest et la caisse interfédérale du Crédit Mutuel Arkéa

Le Crédit Mutuel Arkéa comprend trois Fédérations régionales dont la Fédération du Crédit Mutuel du Sud Ouest.

Les Caisses locales adhèrent à une Fédération, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. La Fédération, organe de stratégie et de contrôle, représente ainsi le Crédit Mutuel dans sa région.

Au plan réglementaire, technique et financier, la Caisse interfédérale dénommée « Crédit Mutuel Arkéa » dispose de l'agrément collectif en qualité d'établissement de crédit, dont profitent l'ensemble des Caisses locales adhérentes à la Fédération. Son capital est détenu par les Caisses locales.

Le Crédit Mutuel Arkéa répond de la solvabilité et de la liquidité du Groupe comme du respect au sein de ce Groupe de la réglementation bancaire et financière.

Le Crédit Mutuel Arkéa assure ainsi pour les Caisses locales les fonctions financières telles que la gestion des liquidités mais aussi des prestations de services, techniques, juridiques et informatiques, directement ou à travers des filiales d'assurance, de crédit-bail, de banques dédiées à l'entreprise, de banques d'investissement, de gestion d'actifs et de banque privée.

L'offre au public de parts sociales B

Ainsi l'offre au public de parts sociales, objet du présent prospectus, associe très étroitement ces différents acteurs mais surtout et tout particulièrement le Crédit Mutuel Arkéa au regard des fonctions qui lui sont dévolues et son rôle de « maître d'œuvre » et les Caisses locales émettrices des parts sociales B.

RESUME DU PROSPECTUS

Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les parts sociales qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire.

I. Éléments clés de l'offre

Autorisation – décision d'émission

Le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa a décidé, dans sa séance du 20 mai 2011 et pour une durée de 5 années à compter du 6 juin 2011, de proposer aux sociétaires anciens et nouveaux des parts sociales de catégorie B émises par les Caisses de Crédit Mutuel qui lui sont affiliées en ayant recours à l'offre au public.

Les Caisses locales émettrices des parts sociales étant constituées sous la forme de sociétés à capital variable, toute augmentation de capital est réalisée sans formalités d'approbation ou de publicité légale.

Forme des parts sociales

Les parts sociales sont des parts de sociétaires représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale. Il existe 3 catégories de parts sociales dont le régime est défini dans les statuts de la Caisse locale : les parts A, les parts (les parts B émises à compter du 1^{er} juin 2011 sont dénommées « nouvelles parts B » dans les statuts des Caisses de Crédit Mutuel et ont remplacées les « anciennes parts B » qui ont été émises jusqu'au 31 mai 2011) et les parts C étant précisé que la présente offre concerne exclusivement les parts B émises à compter du 1^{er} juin 2011. Pour devenir sociétaire, il faut notamment avoir souscrit des parts sociales de la catégorie A pour un montant équivalent à 22 €

Quelle que soit leur catégorie, les parts sociales sont nominatives. Chaque part doit être entièrement libérée lors de la souscription. Leur souscription suppose la détention préalable par le souscripteur d'un compte de titres au sein duquel seront inscrites les parts souscrites.

Prix et montant minimum et maximum de la souscription de parts B

Le prix de souscription de chaque part sociale est fixé à un euro (1€) correspondant à sa valeur nominale.

Le montant minimum de souscription a été fixé à 100 parts sociales (soit 100 €). Le montant maximum de souscription a été fixé à 50.000 parts sociales soit 50.000€ (cinquante mille €).

Ce qui aboutit à une émission de l'ordre de 350 millions d'euros sur 5 ans, représentant environ 70 millions de parts sociales B par an.

Rémunération

Les parts sociales peuvent donner vocation à une rémunération annuelle, fixée par l'Assemblée générale ordinaire de la Caisse locale sur proposition du Conseil d'administration conformément aux directives de la Fédération fondées sur les résultats de ses caisses affiliées, sous réserve de la constatation par la Caisse locale de l'existence de sommes distribuables suffisantes et de la décision prise par ladite assemblée de procéder à la distribution d'une rémunération. Ainsi la décision de verser une rémunération relève du pouvoir de l'Assemblée générale, cette dernière pouvant décider de ne verser aucune rémunération.

Ainsi à titre indicatif

En 2011, l'Assemblée générale a voté pour les rémunérations versées au titre de l'exercice 2010 : une rémunération des parts C de 3,37%*

En 2012, l'Assemblée générale a voté pour les rémunérations versées au titre de l'exercice 2011 : une rémunération des nouvelles parts B de 3,50 %

* Les modalités de fixation de la rémunération des nouvelles parts B sont similaires à celles des Parts sociales C qui étaient commercialisées jusqu'alors.

Négociabilité

Les parts B sont librement négociables entre associés sous réserve cependant de l'autorisation du Conseil d'administration.

Remboursement – Préavis

Le sociétaire peut demander le remboursement de tout ou partie de ses parts sociales B en s'adressant à la Caisse de Crédit Mutuel. En l'absence corrélative de souscripteur, les parts sociales B seront remboursées avec un préavis de 5 ans sous réserve de l'accord du Conseil d'administration de la caisse émettrice.

Conformément à l'article 13 du règlement n°90-02 du 23 février 1990 modifié le 29 décembre 2010 relatif aux fonds propres, les remboursements statutaires de parts sociales de banques mutualistes ou coopératives sont soumis à l'autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel dès lors que le montant net des remboursements dépasse sur une année 4% des fonds propres globaux et 10% des excédents en fonds propres.

Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription en raison de la variabilité du capital des Caisses locales et de l'absence de droits des sociétaires sur l'actif net.

Période de souscription

Le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa a fixé à 5 ans la durée de la période de souscription des parts sociales (du 6 juin 2011 jusqu'au 6 juin 2016). Pour sa part, la durée de validité du prospectus est de 12 mois.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites.

Chaque Caisse locale est chargée de recueillir les souscriptions.

Raisons de l'offre et utilisation du produit

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses locales affiliées au Crédit Mutuel Arkéa s'inscrit dans une volonté d'assurer la pérennité du capital social des Caisses locales et, au-delà, du Groupe régional. Cette démarche contribue, par ailleurs, à élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients.

La mise en œuvre de ce projet vise à collecter des fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à accompagner le développement des Caisses locales affiliées au Crédit Mutuel Arkéa en renforçant leurs capitaux propres.

Ces apports de capitaux propres renforcent l'équilibre emplois/ressources au niveau des Caisses locales et du Crédit Mutuel Arkéa. La collecte induite par l'offre au public de parts sociales permet ainsi de diminuer la dépendance vis-à-vis des flux de capitaux externes.

Modalités de l'offre

Les parts sociales peuvent être souscrites à condition d'être sociétaire de la Caisse locale. Pour devenir sociétaire, il faut notamment avoir souscrit des parts sociales de la catégorie A pour un montant équivalent à 22 €.

Les nouvelles parts B sont inscrites en compte de titres ordinaire et sont éligibles au Plan d'Épargne en Actions (« PEA »).

La présente émission de parts sociales n'entraîne aucune dilution des sociétaires actuels dans la mesure où les Caisses locales émettrices sont des sociétés à capital variable et que les parts sociales ne donnent pas de droit sur l'actif net.

Facteurs de risque relatifs aux parts sociales

1. Risque de liquidité.

Tout remboursement de part sociale étant soumis à préavis de 5 ans et à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité (risque de liquidité). En tout état de cause, les parts sociales ne sont remboursables que sous réserve du respect des dispositions de l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947 relatives à la somme minimale en-deçà de laquelle le capital de la caisse émettrice ne peut descendre (confer point 2.4 du chapitre 1) et du règlement n°90-02 du 23 février 1990 modifié le 29 décembre 2010 relatif aux fonds propres.

Les parts sociales ne sont pas cotées.

2. Remboursement.

Le remboursement des parts est soumis à des conditions de forme de la demande, à un délai de préavis de 5 ans et à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale.

Conformément à l'article 13 du règlement n°90-02 du 23 février 1990 modifié le 29 décembre 2010 relatif aux fonds propres, les remboursements statutaires de parts sociales de banques mutualistes ou coopératives sont soumis à l'autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel dès lors que le montant

net des remboursements dépasse sur une année 4% des fonds propres globaux et 10% des excédents en fonds propres.

Ce remboursement ne peut excéder la valeur nominale des parts.

3. Rendement.

Les parts sociales sont représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale, toutefois les parts sociales de la Caisse locale ne donnent pas de droit sur l'actif net.

4. Rang de subordination.

En cas de dissolution, et sous réserve des dispositions des lois spéciales, les parts sociales ne sont remboursées sur l'actif net subsistant qu'après extinction du passif.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée générale à d'autres coopératives ou unions de coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

II. Informations relatives au Crédit Mutuel Arkéa

Le Crédit Mutuel Arkéa est une société anonyme coopérative de crédit à capital variable, régie par les dispositions des articles L.512-55 et suivants du Code monétaire et financier et soumise à la réglementation bancaire contenue dans les articles L.511-1 et suivants du même Code.

Objet social

Le Crédit Mutuel Arkéa a pour objet de favoriser l'activité et le développement des Caisses locales adhérentes et de leurs sociétaires et, plus généralement, exerce toute activité de la compétence d'un établissement de crédit dans le cadre de la réglementation bancaire et conformément aux dispositions régissant le Crédit Mutuel.

Conseil d'administration

Le Crédit Mutuel Arkéa est administré par un Conseil d'administration dont le nombre de membres pourra varier dans les limites légales. Les membres sont élus pour une durée de trois ans au maximum par l'Assemblée générale ordinaire, renouvelables par tiers chaque année. Les membres sortants sont rééligibles.

Direction Générale

Le Conseil d'administration, nomme et révoque le Directeur général, et sur proposition de ce dernier, le Conseil d'administration nomme une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

Capital - Parts sociales

Le capital est composé de 129 999 841 actions ordinaires de catégorie A d'une valeur nominale de 10 euros.

Les actions du Crédit Mutuel Arkéa ont globalement les mêmes caractéristiques que les parts sociales émises par les Caisses locales.

Les actions sont divisées en deux catégories :

- Les actions de la catégorie A dont la valeur minimale est fixée à 10 euros ; ces actions sont incessibles.
- Les actions de la catégorie B dont la valeur nominale est fixée à 100 euros.

Le capital est réparti entre les Caisses locales au prorata du total de bilan de chacune d'entre elles. Les autres actionnaires (notamment les personnes physiques nommées administrateurs par l'Assemblée générale du Crédit Mutuel Arkéa) doivent détenir au moins une action de la catégorie A.

Chiffres clés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

BILAN (en millions d'euros)

	31/12/2011	31/12/2010	Evolution 2011/2010
Total Bilan	83 978,584	78 746,751	5 231,833 (+6.64%)
Capitaux propres part du groupe	4 015,896	3 603,861	412,035 (+11.43%)
Capital souscrit	1 551,710	1 283,044	268,666 (+20.93%)

COMPTE DE RESULTAT (en millions d'euros)

	31/12/2011	31/12/2010	Evolution 2011/2010
Produit net bancaire	1 704,766	1 573,671	131,095 (+8.33%)
Résultat brut d'exploitation	514,423	484,990	29,433 (+6.07%)
Coefficient d'exploitation (%)	69,8%	69,2%	0,6%

Résultat avant impôt	405,394	341,208	64,186 (+18.81%)
Impôts sur les bénéfices	-113,309	-48,426	-64,883 (-133.98%)
Résultat net part du groupe	290,156	273,324	16,832 (+6.16%)

Au 31/12/2011, le ratio de solvabilité Tier one du Crédit Mutuel Arkéa s'élève à 10.3%.

Le 14 mai 2012, Standard and Poor's a confirmé la note A+ -perspective stable- A-1 du groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Liens de solidarité au sein du groupe Crédit Mutuel et du groupe Crédit Mutuel Arkéa

Le dispositif de solidarité du Crédit Mutuel vise à assurer en permanence la liquidité et la solvabilité de l'ensemble des établissements affiliés à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel afin de prévenir toute défaillance (article L.511-31 du Code monétaire et financier). Il repose sur un ensemble de règles et de mécanismes mis en place au niveau des groupes régionaux et au niveau confédéral.

Dispositions applicables au niveau des groupes régionaux

Le mécanisme de solidarité prévu au sein du Crédit Mutuel Arkéa est un mécanisme de solidarité interfédérale qui prend appui sur l'article R.511-3 du Code monétaire et financier. Ce texte prévoit que l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) peut, pour les groupes mutualistes et coopératifs, délivrer un agrément collectif à une caisse pour elle-même et pour toutes les caisses qui lui sont affiliées lorsque la liquidité et la solvabilité des caisses locales sont garanties du fait de cette affiliation. Le Crédit Mutuel Arkéa bénéficie de cet agrément collectif pour lui-même et pour toutes les caisses locales adhérentes dans la mesure où l'ACP a considéré que cela garantissait la liquidité et la solvabilité des caisses locales.

Le mécanisme de solidarité est organisé par les règlements financiers figurant dans chaque règlement général de fonctionnement propre aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, et du Crédit Mutuel Massif Central. Il ne lie que les caisses locales adhérentes, la fédération et le Crédit Mutuel Arkéa. Par ailleurs, il ne crée pas d'obligations des caisses locales à l'égard des tiers.

En d'autres termes, il n'existe pas de solidarité passive des membres du Crédit Mutuel Arkéa à l'égard des tiers, les créanciers d'une caisse locale ne peuvent s'adresser qu'à cette caisse et non pas à une autre ou au Crédit Mutuel Arkéa indifféremment.

Le fonds fédéral

Ce mécanisme se traduit essentiellement par la constitution au niveau de chaque fédération du fonds fédéral de solidarité qui assure la péréquation des résultats des caisses locales adhérentes, conformément à la décision de caractère général n° 2-1982 de la Confédération nationale du Crédit Mutuel. Le fonds fédéral est alimenté par des dotations et subventions émanant des caisses locales et regroupe le fonds fédéral de solidarité ainsi que le fonds fédéral de réserves.

1 - Le fonds fédéral de solidarité assure la péréquation des résultats des caisses locales adhérentes par le biais de dotations et subventions. Toute caisse locale ayant eu des résultats déficitaires pendant une période de trois années consécutives fait l'objet d'une révision particulière. Un plan de redressement est mis en place avec les services de la fédération et du Crédit Mutuel Arkéa. À l'issue de la période de redressement fixée dans le plan, en cas de confirmation du déficit, la fédération, en concertation avec le Crédit Mutuel Arkéa, statuera sur l'avenir de la caisse locale.

2 - Le fonds fédéral de réserves peut intervenir en faveur des caisses locales, dont la situation nette est négative ou dont le résultat est négatif, ainsi qu'en faveur de celles qui ont été victimes d'un sinistre exceptionnel.

La fédération décide chaque année du niveau de dotation à ce fonds. Le fonds fédéral de réserves est géré par la fédération. Les demandes d'intervention qui lui sont présentées sont examinées par un Comité composé d'administrateurs.

Indépendamment de ce fonds fédéral, le Crédit Mutuel Arkéa peut également intervenir directement sous forme d'avances, de subventions ou de prêts consentis aux caisses locales en difficulté.

La solidarité nationale

Le Crédit Mutuel est notamment régi par le Code monétaire et financier, en particulier les articles L.511 30 à L.511-32 relatifs aux organes centraux et L.512-55 à L.512-59 relatifs au Crédit Mutuel. L'adhésion des groupes régionaux à la Confédération et à la caisse centrale du Crédit Mutuel, qui

forment le troisième degré de l'organisation du Crédit Mutuel, assure la cohésion et la solidarité nationales. En tant qu'organe central, la Confédération nationale du Crédit Mutuel est chargée de veiller à la cohésion du Crédit Mutuel, de s'assurer de son bon fonctionnement et de garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des établissements qui lui sont affiliés comme de l'ensemble du réseau. Par ailleurs, elle représente les établissements de crédit qui lui sont affiliés auprès de la Banque de France et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Elle veille à l'application des dispositions législatives et réglementaires propres à ces établissements. Elle exerce un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des établissements affiliés. La caisse centrale du Crédit Mutuel, organisme financier national, contribue à la gestion de la liquidité des groupes régionaux et organise la solidarité financière du Crédit Mutuel. Son capital est détenu par l'ensemble des caisses fédérales.

PERSONNE RESPONSABLE

Responsable de l'information relative au présent prospectus.

M. Ronan Le Moal, Directeur général du Crédit Mutuel Arkéa.

Fait au Relecq Kerhuon, le 29 mai 2012.

Déclaration de la personne responsable du prospectus

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Directeur général

PREMIÈRE PARTIE

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS
À L'EMISSION DE PARTS SOCIALES
ET AUX CAISSES LOCALES EMETTRICES**

CHAPITRE I

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'EMISSION ET AUX CARACTERISTIQUES DES PARTS SOCIALES

1. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION

1.1 Cadre de l'émission

Le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa a décidé, dans sa séance du 20 mai 2011, de proposer aux sociétaires anciens et nouveaux des Caisses de Crédit Mutuel qui lui sont affiliées (ci-après collectivement les « **Caisses locales** » et individuellement la « **Caisse locale** ») un support d'investissement dont l'évolution et la valeur reflètent le développement et la rentabilité de la Caisse locale et accessoirement d'augmenter le nombre des sociétaires au moyen de la souscription de parts sociales nouvelles sur une période de 5 ans à compter du 6 juin 2011, pour un montant de 70 millions d'euros par an environ.

Les modalités relatives aux souscriptions des parts sociales sont décrites au paragraphe 1.2. du présent chapitre.

L'émission de nouvelles parts sociales en ayant recours à l'offre au public s'inscrit dans le cadre du fonctionnement des Caisses locales tel que prévu par leurs statuts. Il est précisé que les Caisses locales étant constituées sous la forme de sociétés à capital variable, toute augmentation de capital est réalisée sans formalités d'approbation ou de publicité légale.

Toutes les Caisses locales affiliées à la Fédération du Crédit Mutuel du Sud Ouest participent à l'émission.

Les nom et adresse des Caisses locales de Crédit Mutuel affiliées à la Fédération du Crédit Mutuel du Sud Ouest sont accessibles sur le site Internet du Crédit Mutuel Arkéa : www.arkea.com

Pour chaque Caisse locale, les souscriptions réalisées seront constatées par le Conseil d'administration appelé le cas échéant à agréer les souscripteurs en qualité de nouveaux sociétaires, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts.

LISTE DES CAISSES LOCALES

DENOMINATION SOCIALE	SIEGE SOCIAL
AMBARES ET LAGRAVE	2 RUE EDMOND FAULAT 33440 AMBARES ET LAGRAVE
ANDERNOS LES BAINS	204 BD DE LA REPUBLIQUE 33510 ANDERNOS LES BAINS
ANGOULEME HOTEL DE VILLE	14 AV GENERAL DE GAULLE 16000 ANGOULEME
ANGOULEME MA CAMPAGNE	494 AV DE NAVARRE 16000 ANGOULEME
ANGOULEME SILLAC	25 BOULEVARD D'AQUITAINE 16000 ANGOULEME
ANGOULEME VICTOR HUGO	60 BD RENE CHABASSE 16000 ANGOULEME
ARCACHON	12 PL LUCIEN DE GRACIA 33120 ARCACHON
ARES	34 PL DE L'EGLISE 33740 ARES
BARBEZIEUX	2 BD GAMBETTA 16300 BARBEZIEUX ST HILAIRE
BARRIERE DU MEDOC	1 AV DE LA LIBERATION 33110 LE BOUSCAT
BARRIERE ST GENES	14 PL LOUIS BARTHOU 33000 BORDEAUX

BARRIEREDE BEGLES	18 CRS VICTOR HUGO 33130 BEGLES
BARRIERE-DE-PESSAC	18 CRS MARECHAL GALLIENI 33400 TALENCE
BEGLES	PL DE LA LIBERTE 33130 BEGLES
BERGERAC	1 RUE DES CARMES 24100 BERGERAC
BIGANOS	99 AV DE LA COTE D'ARGENT33380 BIGANOS
BLANQUEFORT	16 AV GENERAL DE GAULLE 33290 BLANQUEFORT
BLAYE	17 CRS DE LA REPUBLIQUE 33390 BLAYE
BORDEAUX BASTIDE	64 AV THIERS 33100 BORDEAUX
BORDEAUX CAUDERAN ST AMAND	6 RUE DE L'EGLISE 33200 BORDEAUX
BORDEAUX CENTRE	49 CRS D'ALBRET 33000 BORDEAUX
BORDEAUX CHARTRONS	55/57 COURS PORTAL 33026 BORDEAUX CEDEX
BORDEAUX ENSEIGNANTS	86 BD DU PRESIDENT WILSON 33000 BORDEAUX
BORDEAUX INTENDANCE	61 CRS DE L'INTENDANCE 33006 BORDEAUX CEDEX
BORDEAUX ST JEAN	220 CRS DE LA MARNE 33800 BORDEAUX
BORDEAUX-CAUDERAN	161 RUE JULES FERRY 33200 BORDEAUX
BORDEAUX-NANSOUTY	265 CRS DE LA SOMME 33800 BORDEAUX
BOUSCAT CENTRE	21 RUE EMILE ZOLA 33110 LE BOUSCAT
BRUGES	85B AV CHARLES DE GAULLE 33520 BRUGES
CAISSE VINICOLE AGRICOLE DU CREDIT MUTUEL DU SUD OUEST	AV ANTOINE BECQUEREL 33600 PESSAC
CARBON BLANC	51 AV AUSTIN CONTE 33560 CARBON BLANC
CASTELNAUMEDOC	28 RUE VICTOR HUGO 33480 CASTELNAU DE MEDOC
CASTILLON LA BATAILLE	2 RUE VICTOR HUGO 33350 CASTILLON LA BATAILLE
CESTAS	31 AV BARON HAUSSMANN 33610 CESTAS
CHABANAIS	10 PL DU 14 JUILLET16150 CHABANAIS
CHASSENEUIL	80 AV DE LA REPUBLIQUE 16260 CHASSENEUIL SUR BONNIEURE
COGNAC	1 AV VICTOR HUGO 16100 COGNAC
CONFOLENS	28 ALL DE BLOSSAC 16500 CONFOLENS
CREON	23 PL DE LA PREVOTE33670 CREON
EYSINES	9 AV DU MEDOC 33320 EYSINES
GOND-PONTOUVRE	74 RUE JEAN JAURES 16160 GOND PONTOUVRE
GRADIGNAN	120 CRS GENERAL DE GAULLE 33170 GRADIGNAN
GUJANMESTRAS	21 CRS DE LA REPUBLIQUE 33470 GUJAN MESTRAS
HAUTS DE GARONNE	54 AV RENE CASSAGNE 33150 CENON
JARNAC	18 RUE GABRIEL PERI 16200 JARNAC
LA COURONNE	24 RUE DE LA LIBERATION 16400 LA COURONNE
LA MADELEINE	20 BD DU 8 MAI 1945 16160 GOND PONTOUVRE
LA ROCHEFOUCAULD	17 RUE DES HALLES 16110 LA ROCHEFOUCAULD
LA TESTE DE BUCH	9 RUE PIERRE DIGNAC 33260 LA TESTE DE BUCH
LANGON	100 CRS DU GENERAL LECLERC 33210

	LANGON
LE HAILLAN	172 AV PASTEUR 33185 LE HAILLAN
LE TAILLAN MEDOC	64B AV DE SOULAC 33320 LE TAILLAN MEDOC
LEOGNAN	34B CRS DU MARECHAL LECLERC 33850 LEOGNAN
LESPARRE	18 PL GAMBETTA 33340 LESPARRE MEDOC
LIBOURNE	19 RUE JULES FERRY 33503 LIBOURNE CEDEX
MANSLE	17 RUE DES BOUVIERS 16230 MANSLE
MERIGNAC	12 AV MARECHAL LECLERC 33700 MERIGNAC
MERIGNAC ARLAC	4 AV VICTOR HUGO 33700 MERIGNAC
MERIGNAC CAPEYRON	88 AV DE LA LIBERATION 33700 MERIGNAC
MERIGNAC CHEMIN LONG	126 AV DE LA SOMME 33700 MERIGNAC
MIOS	6 PL DU 8 MAI 33380 MIOS
MONTPON	1 AV JEAN MOULIN 24700 MONTPON MENESTEROL
NONTRON	11 PL A. AGARD 24300 NONTRON
PERIGUEUX BOULEVARDS	2 RUE EGUILLERIE 24000 PERIGUEUX
PERIGUEUX LOUIS BLANC	12 RUE LOUIS BLANC 24000 PERIGUEUX
PESSAC ALOUETTE	36 AV DU GENERAL LECLERC 33601 PESSAC CEDEX
PESSAC-CENTRE	45 PL 5EME REPUBLIQUE 33600 PESSAC
RUELLE	62 AV JEAN JAURES 16600 RUELLE SUR TOUVRE
RUFFEC	2 PL ARISTIDE BRIAND 16700 RUFFEC
SAINT ANDREDE CUBZAC	2 AV DE LA GARE 33240 ST ANDRE DE CUBZAC
SAINT JEAN D'ILLAC	156 AV DE BORDEAUX 33127 ST JEAN D ILLAC
SAINT LOUBES	49 AV DE LA REPUBLIQUE 33450 ST LOUBES
SAINAUGUSTIN	33 RUE JENNY LEPREUX 33000 BORDEAUX
SAINT-CYBARD	117 RUE DE SAINTES 16000 ANGOULEME
SAINT-MICHEL	42B AV DE LA REPUBLIQUE CENTRE COMMERCIAL 16470 ST MICHEL
SARLAT LA CANEDA	2 RUE EMILE FAURE 24200 SARLAT LA CANEDA
SOYAUX	263 AV GENERAL DE GAULLE 16800 SOYAUX
ST MEDARD EN JALLES	86/88 AV. MONTESQUIEU 33166 ST MEDARD EN JALLES CEDEX
STE FOY LA GRANDE	45 RUE DE LA REPUBLIQUE 33220 STE FOY LA GRANDE
TALENCE	323 CRS DE LA LIBERATION 33400 TALENCE
TERRASSON LAVILLEDIEU	18 AV VICTOR HUGO 24120 TERRASSON LAVILLEDIEU
VILLENAVE D'ORNON	577 RTE DE TOULOUSE PONT DE LA MAYE 33140 VILLENAVE D ORNON

1.2 Prix et montant de la souscription

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse locale est fixé à 1€ (un euro), correspondant à sa valeur nominale. Les parts sociales devront être entièrement libérées lors de la souscription.

Le montant minimum de souscription a été fixé à 100 parts sociales, soit 100 € (cent euros). Le montant maximum de souscription a été fixé à 50.000 parts sociales, soit 50.000 € (cinquante mille euros).

1.3 Montant prévu du produit de l'émission (à titre indicatif compte tenu de la variabilité du capital)

De l'ordre de 70 millions d'euros par an, soit un montant estimatif de 350 millions d'euros sur 5 ans.

1.4 Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisses locales

Toute personne physique ou morale, déjà sociétaire d'une Caisse locale, peut souscrire des parts B émises par cette même caisse.

1.5 Droit préférentiel de souscription et dilution

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription en raison de la variabilité du capital des Caisses locales et de l'absence de droits des sociétaires sur l'actif net. La présente émission n'entraîne ainsi aucune dilution des sociétaires actuels.

1.6 Période de souscription

Le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa a fixé à 5 ans la durée de la période de souscription des parts sociales (du 6 juin 2011 jusqu'au 6 juin 2016).

Pour sa part, la durée de validité du prospectus est de 12 mois.

1.7 Établissement domiciliaire

Chaque Caisse locale est chargée de recueillir les souscriptions.

1.8 Modalités des parts sociales

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites.

1.9 Garantie de bonne fin

Compte tenu de la spécificité de l'opération, et particulièrement de la durée de l'émission, il n'y a pas de garantie de bonne fin.

1.10 But de l'émission

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses locales affiliées au Crédit Mutuel Arkéa s'inscrit dans une volonté d'assurer la pérennité du capital social des Caisses locales et, au-delà, du Groupe régional. Cette démarche contribue, par ailleurs, à élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients.

Ces fonds sont destinés à accompagner le développement des Caisses locales affiliées au Crédit Mutuel Arkéa en renforçant leurs capitaux propres.

Contribuer à la pérennité du capital social. En plafonnant les souscriptions par sociétaire, le capital devrait mieux se répartir et atténuer la fragilité associée à une concentration du capital sur un nombre restreint de sociétaires. Ces apports de capitaux propres renforceront également l'équilibre emplois/ressources au niveau des Caisses locales et du Groupe régional Crédit Mutuel Arkéa et permettront de diminuer la dépendance vis-à-vis des flux de capitaux externes.

Élargir le sociétariat. L'objectif de la démarche qui est engagée est double :

- Elle doit permettre d'accroître très sensiblement la proportion des sociétaires parmi les clients,
- Elle doit entraîner une meilleure répartition du capital parmi les sociétaires.

2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES

2.1 Forme des parts sociales

Les parts sociales des Caisses locales sont des parts de sociétaires au sens de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale.

Les parts sociales sont nominatives. Chaque part doit être entièrement libérée lors de la souscription. Les parts B, ont une valeur nominale fixée à 1 € (un euro).

Les parts sociales B sont inscrites en compte de titres ordinaire et sont éligibles au PEA conformément à l'article 2.8.3 ci-dessous. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites.

Nul ne peut détenir ces parts s'il n'a pas au préalable la qualité de sociétaire.

Pour devenir sociétaire, il faut notamment avoir souscrit des parts sociales de la catégorie A pour un montant équivalent à 22 €.

La perte de la qualité de sociétaire entraîne de plein droit le remboursement des parts sous réserve des contraintes légales.

La présente offre au public concerne uniquement les parts de la catégorie B. En conséquence, tout nouveau sociétaire souhaitant souscrire des parts B devra au préalable avoir souscrit un montant équivalent à 22 € de parts A. En revanche, un client déjà sociétaire n'aura pas à souscrire de nouvelles parts A s'il souhaite souscrire des parts B.

2.2. Rémunération des parts sociales

Les parts sociales peuvent donner vocation à une rémunération annuelle, fixée par l'Assemblée générale ordinaire de la Caisse locale sur proposition du Conseil d'administration conformément aux directives de la Fédération fondées sur les résultats de ses caisses affiliées, sous réserve de la constatation par la Caisse locale de l'existence de sommes distribuables suffisantes et de la décision prise par ladite assemblée de procéder à la distribution d'une rémunération.

Ainsi à titre indicatif :

En 2011, l'Assemblée générale a voté pour les rémunérations versées au titre de l'exercice 2010 : une rémunération des parts C de 3,37%*

En 2012, l'Assemblée générale a voté pour les rémunérations versées au titre de l'exercice 2011 : une rémunération des nouvelles parts B de 3,50 %

* Les modalités de fixation de la rémunération des nouvelles parts B sont similaires à celles des Parts sociales C qui étaient commercialisées jusqu'alors.

Cette rémunération ne peut dépasser le taux moyen de rendement brut à l'émission des obligations des sociétés privées publié par le Ministre chargé de l'Économie et des Finances (article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération).

Elle est calculée prorata temporis au jour le jour et est versée au plus tard le 31 mai suivant l'exercice concerné.

2.3 Négociabilité des parts sociales

Les parts A sont incessibles.

Les parts B peuvent être cédées à un autre sociétaire sous réserve de l'agrément du cessionnaire par le Conseil d'administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes susceptible d'adhérer à une Caisse locale, telles que décrites au point 1.4 du chapitre précédent.

La Caisse prélèvera sur la valeur des parts que possède un sociétaire toute créance exigible à l'égard de celui-ci

2.4 Remboursement des parts sociales

Par application des principes coopératifs :

- Le sociétaire qui se retire de la Caisse locale a droit au remboursement de ses parts, qui ne saurait excéder la valeur nominale,
- Les parts sociales de Caisse locale ne donnent pas de droit sur l'actif net.

Les parts sociales ne sont remboursables que sous réserve du respect de :

- l'article 13 du règlement n°90-02 du 23 février 1990 modifié le 29 décembre 2010 relatif aux fonds propres (confer 2.6.2) et,
- l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947 qui prévoit que le capital social des établissements de crédit coopératifs ou mutualistes ne peut être réduit par le remboursement des apports des sociétaires sortants au-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Caisse locale sans l'autorisation préalable de l'organe central, soit au cas particulier la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, auquel l'établissement de crédit est affilié.

Le sociétaire peut demander à tout moment le remboursement de tout ou partie de ses parts B.

La demande de remboursement est instruite par le chargé de clientèle en présence du client et donne lieu à l'édition d'un bordereau de confirmation. En l'absence corrélative de souscripteur, la Caisse locale procédera au remboursement des parts au terme du préavis de 5 ans et sous réserve de l'autorisation de son Conseil d'administration. Après remboursement, la Caisse locale procède à l'annulation des parts remboursées.

Le nombre minimum de parts B pouvant faire l'objet d'une demande de rachat est de 100 parts.

2.5 Responsabilité attachée aux parts sociales émises

Tous les sociétaires sont tenus solidairement entre eux de tous les engagements contractés par la Caisse locale.

Cependant, la responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur nominale des parts sociales souscrites.

Cette responsabilité ne peut être mise en cause qu'en cas de liquidation de la Caisse locale.

Les Sociétaires démissionnaires ou exclus restent tenus pendant cinq ans envers les Sociétaires et envers les tiers de toutes les obligations existant au jour où leur retrait ou leur exclusion devient effectif.

2.6 Facteurs de risques relatifs aux parts sociales

1. Risque de liquidité.

Tout remboursement de part sociale étant soumis à préavis de 5 ans et à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité (risque de liquidité). En tout état de cause, les parts sociales ne sont remboursables que sous réserve du respect des dispositions de l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947 relatives à la somme minimale en-deçà de laquelle le capital de la caisse émettrice ne peut descendre (confer point 2.4 ci-dessus) et du règlement n°90-02 du 23 février 1990 modifié le 29 décembre 2010 relatif aux fonds propres.

Les parts sociales ne sont pas cotées.

2. Remboursement.

Le remboursement des parts est soumis à des conditions de forme de la demande, à un délai de préavis de 5 ans et à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale.

Conformément à l'article 13 du règlement n°90-02 du 23 février 1990 modifié le 29 décembre 2010 relatif aux fonds propres, les remboursements statutaires de parts sociales de banques mutualistes ou coopératives sont soumis à l'autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel dès lors que le montant net des remboursements dépasse sur une année 4% des fonds propres globaux et 10% des excédents en fonds propres.

Ce remboursement ne peut excéder la valeur nominale des parts.

3. Rendement.

Les parts sociales sont représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale, toutefois les parts sociales de la Caisse locale ne donnent pas de droit sur l'actif net.

4. Rang de subordination.

En cas de dissolution, et sous réserve des dispositions des lois spéciales, les parts sociales ne sont remboursées sur l'actif net subsistant qu'après extinction du passif.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée générale à d'autres coopératives ou unions de coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

2.7 Frais

La souscription ou le remboursement des parts sociales ne donne pas lieu à perception de frais par la Caisse locale. En revanche, toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 3 % pour la fraction d'assiette inférieure à 200.000 €, en l'état des règles fiscales en vigueur.

2.8 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est celui résumé dans le point 2.8.1. L'attention des sociétaires est cependant attirée sur le fait que ce régime fiscal est susceptible d'être modifié par le législateur.

2.8.1 Rémunération versée aux parts

Les revenus des parts sociales constituent au plan fiscal des dividendes d'actions françaises et suivent le même régime fiscal que ces derniers.

En l'état des règles fiscales en vigueur à la date d'établissement du présent prospectus, la rémunération versée aux parts sociales doit être prise en compte pour la détermination du revenu global du contribuable imposable dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de sa perception sauf option préalable pour le prélèvement forfaitaire libératoire dont le taux est fixé à 21% auquel s'ajoute les prélèvements sociaux.

A défaut d'option, elle est imposée au barème progressif de l'impôt sur le revenu après application :

- D'un abattement général, non plafonné, au taux de 40 % sur le montant des revenus distribués ; cet abattement est effectué avant application de l'abattement de 1 525 ou 3 050 € exposé ci-dessous.
- D'un abattement fixe annuel et global de 3 050 € pour les couples mariés soumis à une imposition commune ainsi que pour les partenaires faisant l'objet d'une imposition commune dans le cadre d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil, ou de 1 525 € pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément.

Que le contribuable ait opté ou non pour le prélèvement libératoire, la rémunération versée aux parts sociales est soumise aux prélèvements sociaux, opérés à la source depuis le 1er janvier 2008, et calculés sur le montant brut des revenus. Ainsi, les revenus qui échappent à l'impôt sur le revenu par suite de l'application des abattements susvisés restent néanmoins assujettis aux prélèvements sociaux.

La rémunération est ainsi soumise :

- A la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 8,2 %, dont 5,8 % sont déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de paiement de la CSG ;
- Au prélèvement social de 3,4 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu (passera à 5,4% au 1^{er} juillet 2012) ;
- A la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5 %, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu ;
- A deux contributions additionnelles 0,3% et 1,1 % (RSA).
- Au plafonnement du taux moyen des rendements des obligations du secteur privé

2.8.2 Plus-values

Dans la mesure où le sociétaire n'a droit qu'au remboursement de la valeur nominale de ses parts, aucune plus-value n'est réalisable.

2.8.3 Éligibilité au PEA

Les parts sociales peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Épargne en Actions prévu par la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992.

Pendant la durée du plan, les produits que procurent les placements effectués dans le PEA sont capitalisés en franchise d'impôt sur le revenu.

Si le titulaire retire ses fonds avant 5 ans, le PEA est clos et le gain net réalisé depuis son ouverture est imposable dès le premier euro de cession.

Dans cette situation, le titulaire est imposable par application d'un taux fixé à 22,5 % si le plan a moins de 2 ans, et à 19 % si le plan a entre 2 et 5 ans au moment du retrait. Ces taux doivent être majorés des prélèvements sociaux. Lorsque le retrait intervient après 5 ans, le gain net est totalement exonéré d'impôt, mais supporte néanmoins les prélèvements sociaux.

La détention des parts sociales dans le cadre d'un PEA permet donc de différer les prélèvements sociaux à la date du retrait ou de la clôture du plan.

2.9 Tribunaux compétents en cas de litige

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Caisse locale ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre une Caisse locale et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction du tribunal du lieu du siège social de la Caisse locale émettrice.

CHAPITRE II
RENSEIGNEMENTS GENERAUX RELATIFS
AU STATUT DES CAISSES LOCALES EMETTRICES

1. FORME JURIDIQUE

Les Caisses locales du Crédit Mutuel du Sud Ouest (ci-après désignées « les Caisses locales ») sont des sociétés coopératives de crédit à capital variable, régies par :

- Les articles L. 231-1 et suivants du code de commerce (anciennes dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867), relatifs au capital variable ;
- Les dispositions de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;
- L'article 5 de l'Ordonnance du 16 octobre 1958.

Elles sont affiliées au Crédit Mutuel Arkéa, qui assure leur gestion technique et financière. Par ailleurs, les Caisses locales sont soumises aux dispositions particulières relatives à la réglementation bancaire contenue dans les articles L.511-1 et suivants du Code monétaire et financier. Il convient ici de préciser qu'en application de ces dispositions, le Crédit Mutuel Arkéa est inscrit sur la liste des établissements de crédit.

Le Crédit Mutuel Arkéa a été agréé collectivement avec l'ensemble des Caisses locales qui lui étaient affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'investissement, en application des articles L. 511-9 et L. 511-10 du Code monétaire et financier.

2. OBJET SOCIAL

Les opérations des Caisses locales sont toutes celles que les Caisses locales de Crédit Mutuel sont autorisées à faire par les dispositions des articles L.512-55 et suivants du Code monétaire et financier, et celles qu'elles peuvent ou pourront accomplir en vertu des textes subséquents en la matière.

Chaque Caisse locale exerce son activité conformément à un règlement financier établi par la Fédération à laquelle elle est affiliée.

3. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

4. DURÉE

La durée des Caisses locales est de 99 années à compter de leur création, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

5. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES CAISSES LOCALES

5.1 Entrée dans le sociétariat

Peuvent seules être admises à faire partie de la Caisse locale :

- les personnes physiques majeures habitant ou exerçant leur profession dans la circonscription de la Caisse ou y étant inscrites au rôle d'un impôt ou d'une manière générale y ayant un intérêt personnel ou familial,
- les personnes morales ayant leur siège social ou un établissement dans la même circonscription ou y ayant un intérêt économique, ou dont l'un des dirigeants ou associés y a un intérêt personnel ou familial.

Sont sociétaires, les personnes remplissant les conditions prévues au paragraphe précédent et qui, en outre :

- ont sollicité leur adhésion,
- ont été agréées par le Conseil d'administration,
- ont souscrit au minimum 22 € de parts de la catégorie A,
- ont accepté toutes les obligations imposées aux sociétaires par les statuts de la Caisse locale, par le règlement général de fonctionnement et par les règlements applicables à la Caisse.

Les Caisses locales étant des sociétés de personnes, la procédure d'agrément du sociétaire par le Conseil d'administration est obligatoire.

Le Conseil d'administration statue régulièrement sur les nouveaux sociétaires.

5.2 Parts sociales

Le capital social des Caisses locales est composé de parts sociales.

Les parts sociales sont divisées en 3 catégories :

- Les parts A, dont la valeur nominale est fixée à 1 € (un euro). Ces parts sont incessibles ;
- Les parts B et C, dont la valeur nominale est fixée à 1 € (un euro). Ces parts sont négociables sous réserve d'agrément préalable du cessionnaire, quel qu'il soit, par le Conseil d'administration.

La présente offre au public concerne uniquement les parts de la catégorie B.

Nul ne peut détenir des parts de catégorie B s'il n'a au préalable la qualité de sociétaire qui lui est conférée par la détention de parts de la catégorie A pour un montant au moins équivalent à 22 €.

Les parts sociales ne sont pas matérialisées. Leur propriété s'établit par une inscription au compte tenu au nom de chaque sociétaire. Ce compte enregistre, pour chaque catégorie de parts, les opérations de souscription, de remboursement et de cession préalablement ordonnées par le sociétaire.

5.3 Droits des sociétaires de parts de catégorie A

Chaque détenteur de parts B étant nécessairement détenteur des parts sociales de la catégorie A et donc sociétaire, il prend part aux Assemblées Générales avec voix délibérative selon le principe « un

sociétaire une voix ». C'est donc par sa participation aux Assemblées générales et par le mandat qu'il donne au Conseil d'administration que le sociétaire participe à la gestion de sa Caisse locale.

Chaque sociétaire peut également se porter candidat au Conseil d'administration dans les conditions prévues par les statuts et règlements régissant les Caisses locales.

Les sociétaires ne peuvent engager la Caisse locale qui est représentée exclusivement par son Conseil d'administration.

5.4 Responsabilité des sociétaires

Tous les sociétaires sont tenus solidairement entre eux de tous les engagements contractés par la Caisse locale.

Cependant, la responsabilité de chaque sociétaire est limitée à la valeur nominale des parts sociales souscrites.

Cette responsabilité ne peut être mise en cause qu'en cas de liquidation de la Caisse locale.

Ces dispositions sont reproduites sur les formules d'engagement signées par les sociétaires.

5.5 Sortie du sociétariat

Les statuts des Caisses locales prévoient que la sortie du sociétariat a pour motif :

- La démission volontaire ; elle peut être donnée en tout temps par notification adressée au siège de la Caisse locale;
- La cessation des conditions prévues à l'article 5.1 de la présente offre ;
- Le décès ; les héritiers du décédé ne peuvent jouir d'aucun des droits ou prérogatives de celui-ci ;
- La dissolution de la personne morale sociétaire ;
- L'exclusion ; elle peut être prononcée par le Conseil d'administration, notamment :
 - Si le sociétaire est condamné à une peine correctionnelle, criminelle, ou à toute condamnation prononcée en application de la législation sur les chèques ;
 - S'il fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou s'il est déclaré en état de faillite personnelle ou de déconfiture notoire ;
 - S'il ne remplit pas ses obligations vis-à-vis de la Caisse, s'il n'affecte pas les fonds empruntés à l'emploi qui a été déterminé, s'il oblige la Caisse à recourir contre lui à des voies judiciaires, si son comportement ou ses agissements sont nuisibles aux intérêts de la Caisse ou de ses sociétaires.

Le Conseil d'administration signifie alors au sociétaire la décision d'exclusion par lettre recommandée. Il peut être fait appel de cette décision à l'Assemblée générale ordinaire qui statue en dernier ressort. L'appel est adressé par le sociétaire au siège de la Caisse locale dans le mois qui suit la notification de la décision d'exclusion, par lettre recommandée.

Toute personne qui perd sa qualité de sociétaire par démission volontaire ou par exclusion est tenue de rembourser de plein droit et sans délai toutes les sommes qu'elle doit à la Caisse locale. Ce remboursement est exigible dès que l'exclusion est confirmée par l'Assemblée générale, ou à défaut de recours devant l'Assemblée générale, à l'expiration du délai d'appel visé au paragraphe précédent.

Les héritiers ou représentants d'un sociétaire décédé sont également tenus de rembourser de plein droit et sans délai toutes les sommes que le défunt doit à la Caisse locale, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

La perte de la qualité de sociétaire entraîne également de plein droit le remboursement des parts sociales. Il est toutefois rappelé que tout remboursement de part sociale est soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale.

La Caisse locale prélèvera sur la valeur des parts sociales que possède un sociétaire toute créance exigible à l'égard de celui-ci.

Les sociétaires démissionnaires ou exclus restent en outre tenus pendant cinq ans envers les sociétaires et envers les tiers de toutes les obligations existant au jour où leur retrait ou leur exclusion devient effectif dans la limite indiquée à l'article 5.4 ci-dessus.

6. DESCRIPTION GÉNÉRALE DES RELATIONS ENTRE LE CRÉDIT MUTUEL ARKÉA ET LES CAISSES LOCALES QUI LUI SONT AFFILIÉES

6.1 Les relations de capital

Les Caisses locales détiennent au moyen de parts sociales, le capital du Crédit Mutuel Arkéa à laquelle elles sont affiliées.

Outre les Caisses locales, le sociétariat du Crédit Mutuel Arkéa est également composé des personnes physiques nommées administrateurs par l'Assemblée générale du Crédit Mutuel Arkéa.

6.2 La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire

Conformément à son règlement intérieur, c'est le Crédit Mutuel Arkéa qui :

- assure l'agrément collectif, en qualité d'établissement de crédit, de l'ensemble des Caisses locales adhérentes ;
- répond de la solvabilité et de la liquidité du groupe formé avec l'ensemble des Caisses locales, ainsi que du respect au sein de ce groupe, de la réglementation bancaire et financière en vigueur.

En conséquence, le Crédit Mutuel Arkéa est chargé au sein du groupe :

- de la définition et de la sauvegarde des équilibres financiers ;
- de la gestion de la trésorerie et du refinancement ;
- du financement des principaux investissements ;
- de l'exercice du contrôle ;
- de l'établissement et de l'adoption des comptes globalisés (Caisses locales, Fédérations et Crédit Mutuel Arkéa) et consolidés (Caisses locales, Crédit Mutuel Arkéa et les filiales).

Le règlement financier de la Fédération, auquel les Caisses locales sont tenues de se conformer, détermine également la répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire.

Ainsi en matière de dépôts, les Caisses locales, responsables des fonds qui leur sont confiés, veillent en permanence à la qualité des comptes ouverts chez elles et se conforment aux instructions de la Fédération pour tout ce qui concerne les ouvertures, le fonctionnement et les clôtures de ces comptes.

Elles prennent en considération les orientations données par la Fédération en matière d'objectif et de structure de collecte des dépôts.

En matière de crédits, la Fédération veille au respect de la réglementation en vigueur et définit la politique du Groupe en la matière.

Elle détermine ainsi, sur délibération de Crédit Mutuel Arkéa :

- les règles de liquidité ;
- les possibilités de crédit susceptibles d'être consentis par les Caisses locales ;
- les catégories de crédit qui peuvent être consentis ;
- les montants et durées maximaux des crédits ;
- les taux et conditions applicables aux crédits ;
- la procédure d'examen, d'attribution et de recouvrement des crédits.

Les Caisses locales décident de l'attribution des crédits dans le cadre des procédures définies par la Fédération.

Elles utilisent les fonds collectés, sous forme de crédits aux particuliers, aux professionnels et aux associations, dans la limite des plafonds et règlements fixés par la Fédération. Au-delà des plafonds et règles définis par la Fédération, les crédits professionnels et les crédits aux associations sont de la compétence du Crédit Mutuel Arkéa ou de tout organisme financier qui pourrait exister ou être créé à cet effet.

Les comptes professionnels et les comptes d'associations présentant, pour la Caisse locale, un risque trop important, sont tenus par le Crédit Mutuel Arkéa, ou tout organisme qui pourrait exister à cet effet au second degré ou au sein du Crédit Mutuel du Sud Ouest. Les critères de sélection de ces comptes sont du ressort de la Fédération.

Enfin, en aucun cas, sauf accord exprès de la Fédération, la Caisse locale ne peut se porter caution, ni fournir son aval, pour quelque cause que ce soit.

6.3 Les relations financières

Les Caisses locales ne peuvent avoir de relations financières qu'avec le Crédit Mutuel Arkéa

Ainsi, le Crédit Mutuel Arkéa a notamment pour objet :

- de favoriser l'activité et le développement des Caisses locales qui lui sont affiliées, notamment par la mise en commun de moyens financiers, techniques et administratifs ;
- de gérer les intérêts financiers communs des Caisses locales, notamment en assurant leur liquidité et leur solvabilité ;
- de gérer les liquidités des Caisses locales adhérentes, de faire à ses dernières des avances avec ou sans affectation spéciale et, plus généralement, de leur consentir toute facilité pour réaliser leur objet social.

Conformément à son règlement intérieur, le Crédit Mutuel Arkéa utilise les capitaux dont il dispose de manière à assurer notamment la compensation entre les Caisses locales et leurs opérations de trésorerie.

Les Caisses locales participent à la constitution de réserves obligatoires. Cette participation s'opère sous forme d'un reversement au Crédit Mutuel Arkéa.

Les Caisses locales placent leurs excédents de ressources auprès du Crédit Mutuel Arkéa et peuvent solliciter des avances de trésorerie auprès du Crédit Mutuel Arkéa.

6.4 Les relations de solidarité

Le mécanisme de solidarité prévu au sein du Crédit Mutuel Arkéa est un mécanisme de solidarité interfédérale qui prend appui sur l'article R.511-3 du Code monétaire et financier. Ce texte prévoit que l'ACP peut, pour les groupes mutualistes et coopératifs, délivrer un agrément collectif à une caisse pour elle-même et pour toutes les caisses qui lui sont affiliées lorsque la liquidité et la solvabilité des caisses locales sont garanties du fait de cette affiliation. Le Crédit Mutuel Arkéa bénéficie de cet agrément collectif pour lui-même et pour toutes les caisses locales adhérentes dans la mesure où l'ACP a considéré que cela garantissait la liquidité et la solvabilité des caisses locales.

Le mécanisme de solidarité est organisé par les règlements financiers figurant dans chaque règlement général de fonctionnement propre aux fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, et du Crédit Mutuel Massif Central. Il ne lie que les caisses locales adhérentes, la fédération et le Crédit Mutuel Arkéa. Par ailleurs, il ne crée pas d'obligations des caisses locales à l'égard des tiers.

En d'autres termes, il n'existe pas de solidarité passive des membres du Crédit Mutuel Arkéa à l'égard des tiers, les créanciers d'une caisse locale ne peuvent s'adresser qu'à cette caisse et non pas à une autre ou au Crédit Mutuel Arkéa indifféremment.

Le fonds fédéral

Ce mécanisme se traduit essentiellement par la constitution au niveau de chaque fédération du fonds fédéral de solidarité qui assure la péréquation des résultats des caisses locales adhérentes, conformément à la décision de caractère général n° 2-1982 de la Confédération nationale du Crédit Mutuel. Le fonds fédéral est alimenté par des dotations et subventions émanant des caisses locales et regroupe le fonds fédéral de solidarité ainsi que le fonds fédéral de réserves.

1 - Le fonds fédéral de solidarité assure la péréquation des résultats des caisses locales adhérentes par le biais de dotations et subventions. Toute caisse locale ayant eu des résultats déficitaires pendant une période de trois années consécutives fait l'objet d'une révision particulière. Un plan de redressement est mis en place avec les services de la fédération et du Crédit Mutuel Arkéa. À l'issue de la période de redressement fixée dans le plan, en cas de confirmation du déficit, la fédération, en concertation avec le Crédit Mutuel Arkéa, statuera sur l'avenir de la caisse locale.

2 - Le fonds fédéral de réserves peut intervenir en faveur des caisses locales, dont la situation nette est négative ou dont le résultat est négatif, ainsi qu'en faveur de celles qui ont été victimes d'un sinistre exceptionnel.

La fédération décide chaque année du niveau de dotation à ce fonds. Le fonds fédéral de réserves est géré par la fédération. Les demandes d'intervention qui lui sont présentées sont examinées par un Comité composé d'administrateurs.

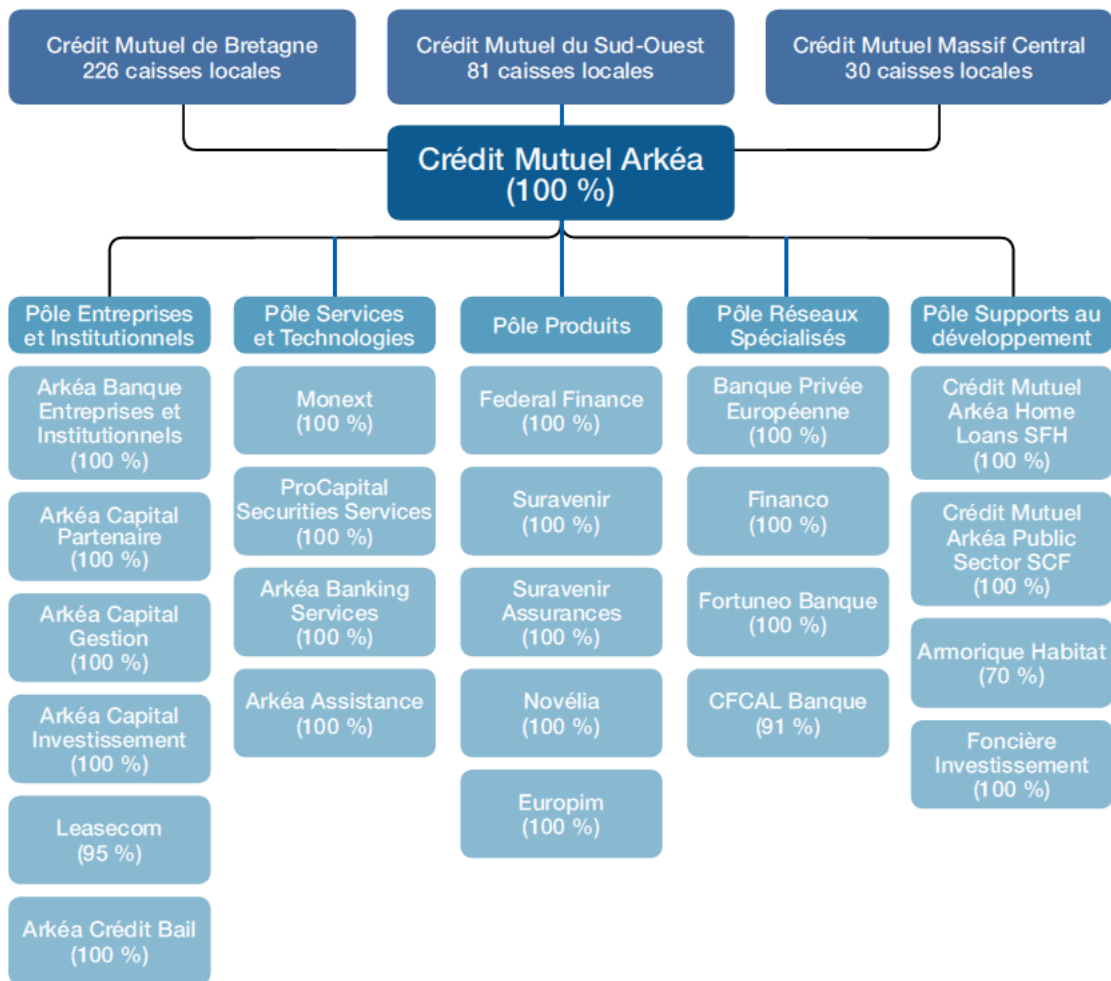
Indépendamment de ce fonds fédéral, le Crédit Mutuel Arkéa peut également intervenir directement sous forme d'avances, de subventions ou de prêts consentis aux caisses locales en difficulté.

6.5 Les relations de contrôle

Pour répondre aux exigences de son statut d'établissement de crédit assurant l'agrément collectif de l'ensemble des Caisses locales adhérentes, le Crédit Mutuel Arkéa exerce sur celles-ci le contrôle prévu par les textes régissant le Crédit Mutuel ou la profession bancaire.

Le Crédit Mutuel Arkéa est doté d'entités de contrôle périodique, de contrôle permanent et de conformité qui ont vocation à intervenir sur l'ensemble des Caisses locales adhérentes et leurs structures de fonctionnement. Un comité d'audit est institué à son niveau.

Organigramme du Groupe Crédit Mutuel Arkéa



DEUXIÈME PARTIE
RENSEIGNEMENTS RELATIFS
AU CREDIT MUTUEL ARKÉA

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CREDIT MUTUEL ARKÉA

Se reporter au Document de Référence relatif au Crédit Mutuel Arkéa déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2012 sous le numéro D.12-0327 disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet du Crédit Mutuel Arkéa : www.arkea.com

1. CHIFFRES CLES

COMPTES CONSOLIDÉS IFRS

BILAN (en millions d'euros)			
	31/12/2011	31/12/2010	Evolution 2011/2010
Total Bilan	83 978,584	78 746,751	5 231,833 (+6.64%)
Capitaux propres part du groupe	4 015,896	3 603,861	412,035 (+11.43%)
Capital souscrit	1 551,710	1 283,044	268,666 (+20.93%)
COMPTE DE RESULTAT (en millions d'euros)			
	31/12/2011	31/12/2010	Evolution 2011/2010
Produit net bancaire	1 704,766	1 573,671	131,095 (+8.33%)
Résultat brut d'exploitation	514,423	484,990	29,433 (+6.07%)
Coefficient d'exploitation (%)	69,8%	69,2%	0,6%
Résultat avant impôt	405,394	341,208	64,186 (+18.81%)
Impôts sur les bénéfices	-113,309	-48,426	-64,883 (-133.98%)
Résultat net part du groupe	290,156	273,324	16,832 (+6.16%)

Au 31/12/2011, le ratio de solvabilité Tier one du Crédit Mutuel Arkéa s'élève à 10,3%.

Le 14 mai 2012, Standard and Poor's a confirmé la note A+ -perspective stable- A-1 du groupe Crédit Mutuel Arkéa

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires :

Mazars
61, rue Henri Regnault
Exaltis
92075 La Défense Cedex
France

Représenté par Monsieur Franck BOYER et Charles de BOISRIOU
Début du premier mandat : 1976
Expiration du mandat en cours : 31 décembre 2014

et

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
BP 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Représenté par Monsieur Jean-Marc MICKELER
Début du premier mandat : 2007
Expiration du mandat en cours : 31 décembre 2014

Commissaires aux comptes suppléants :

Monsieur Charles de BOISRIOU,
61, rue Henri Regnault
Exaltis
92075 La Défense Cedex
France

Début du premier mandat : 2009
Démission le 15 décembre 2011

et

Société BEAS
7-9, villa Houssay
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Représentée par Monsieur Pascal PINCEMIN

Début du premier mandat : 2009
Expiration du mandat en cours : 31 décembre 2014

3. DECLARATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2011, le Conseil d'administration est composé comme suit :

	ADRESSE
<i>LE PRESIDENT</i>	M. Jean -Pierre DENIS 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
<i>LES VICE-PRESIDENTS</i>	M. Jean-François DEVAUX 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France M. Christian TOUZALIN 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
<i>LE DIRECTEUR GENERAL</i>	M. Ronan LE MOAL 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
<i>LES ADMINISTRATEURS</i>	M. Jean-Pierre CORLAY 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France M. Christian DAVID 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France M. Lionel DUNET

	1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Jean-Louis DUSSOCHAUD 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Jacques ENJALBERT 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Daniel GICQUEL 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Alain GILLOUARD 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Michel GOURTAY 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	Mme Marie-Thérèse GROUSSARD 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Auguste JACQ 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Albert LE GUYADER 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Hugues LEROY 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	Mme Claudette LETOUX 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Christian PERON 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France
	M. Raymond VIANDON 1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France

- **Lien familial existant entre ces personnes**

Néant.

- **Mandats**

Jean-Pierre DENIS, Président

nomination : 12/09/2008 – échéance : 2015

- Président du Conseil d'administration de la fédération Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel de Pont-Croix
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel jusqu'au 16/03/2011
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa aux conseils d'administration de CFCAL Banque et CFCAL SCF (Crédit Foncier Communal d'Alsace Lorraine) jusqu'au 20/05/2011
- Président du Conseil d'administration d'Arkéa Capital Partenaire
- Administrateur de la S.A. Altrad
- Administrateur de la société PPR
- Administrateur de Soprol

- Administrateur de Paprec
- Administrateur de Glon Sanders Holding
- Trésorier de la ligue nationale de football

Ronan LE MOAL, Directeur général

nomination : 12/09/2008

- Président directeur général de Crédit Mutuel Arkéa Public Sector SCF
- Directeur général d'Arkéa SCD
- Administrateur d'Arkéa Capital Partenaire
- Membre du conseil de surveillance d'Armoney
- Représentant de la Caisse de Bretagne de Crédit Mutuel Agricole au Conseil d'administration de la Caisse Centralecentrale du Crédit Mutuel
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil d'administration du Crédit Mutuel Cartes de Paiements
- Administrateur de Leetchi
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil d'administration d'Ophiliam Développement Conseil
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil d'administration de Tikéhau Capital Advisors
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel jusqu'à jusqu'au 25 février 2011
- Membre du conseil de surveillance de Leasecom jusqu'au 19 janvier 2011

Jean-François DEVAUX, vice-Président

nomination : 11/06/2004 – échéance : 2014

- Président de la fédérationFédération du Crédit Mutuel Massif Central
- Administrateur de la caisse régionale du Crédit Mutuel Massif Central
- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel de Clermont-Galaxie
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel jusqu'au 16/03/2011
- Président de la Banque Privée Européenne (BPE)
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil d'administration de Suravenir Assurances
- Membre du conseil de surveillance de Infolis
- Administrateur de l'Association de Prévoyance Collective et d'Assurance Santé
- Administrateur de la Société Clermontoise de Télévision

Jean-Pierre CORLAY, Administrateur

nomination : 19/12/2008 – échéance : 2013

- Vice-Président de la caisse de Crédit Mutuel de Quimper Centre
- Administrateur du Centre International de Crédit Mutuel depuis le 14/06/2011
- Président du Conseil de surveillance de Suravenir
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa au conseil de surveillance de Fortuneo Banque.
- Représentant de Suravenir au Conseil d'administration de Novélia.

Christian DAVID, Administrateur

nomination : 16/10/2009 – échéance : 2013

- Vice-Président de la fédérationFédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Guidel
- Administrateur de Suravenir Assurances

Lionel DUNET, Administrateur

nomination : 25/06/2010 – échéance : 2015

- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Saint-Brieuc Centre Ville
- Vice-Président d'Arkéa Banking Services

Jean-Louis DUSSOCHAUD, Administrateur

nomination : 22/05/1996 – échéance : 2014

- Vice-Président de la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest
- Administrateur de la caisse régionale du Crédit Mutuel du Sud-Ouest
- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Pessac Centre
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel depuis le 16/03/2011
- Président de Novélia
- Président d'Arkéa SCD
- Président du Conseil de surveillance de Leasecom Group
- Administrateur d'Arkéa Crédit Bail
- Administrateur d'Ark'ensol Entraide

Jacques ENJALBERT, Administrateur

nomination : 12/09/2008 – échéance : 2014

- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Morlaix
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel depuis le 16/03/2011
- Président du Conseil de surveillance de ProCapital Securities Services
- Membre du Conseil de surveillance d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels
- Administrateur d'Arkéa Capital Investissements
- Président du Conseil de surveillance d'Arkéa Banking Services
- Administrateur d'Arkéa Crédit Bail
- Administrateur d'Arkéa Capital Partenaire
- Administrateur d'Arkéa SCD
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Leasecom Group
- Représentant d'Arkéa Capital Partenaire au Conseil d'administration du Groupe Le Graët

Daniel GICQUEL, Administrateur

nomination : 23/05/2008 – échéance : 2013

- Vice-Président de la caisse de Crédit Mutuel de Redon
- Vice-Président de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Administrateur d'Arkéa Capital Investissements
- Administrateur de la Banque privée Européenne (BPE)

Alain GILLOUARD, Administrateur

nomination : 11/05/2001 – échéance : 2013

- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Rennes Sainte-Anne Saint-Martin
- Administrateur de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Représentant du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil d'administration de la Banque Privée
- Administrateur de la CEOI-BIE

Michel GOURTAY, Administrateur

nomination : 12/09/2008 – échéance : 2013

- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel du Relecq-Kerhuon
- Membre du Conseil de surveillance d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels

Marie-Thérèse GROUSSARD, Administrateur

nomination : 12/09/2008 – échéance : 2014

- Vice-Présidente de la caisse de Crédit Mutuel de Fougères
- Vice-Présidente du conseil de surveillance de Suravenir

Auguste JACQ, Administrateur

nomination : 12/05/2006 – échéance : 2015

- Vice-Président de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Loctudy jusqu'au 02/04/2011
- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel de Loctudy depuis le 02/04/2011
- Président d'Ark'ensol Créavenir
- Administrateur de Créavenir Bretagne
- Administrateur de Crédit Mutuel Arkéa Home Loans SFH
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel jusqu'au 25 février 2011
- Administrateur d'Ark'ensol

Albert LE GUYADER, Administrateur

nomination : 12/09/2008 – échéance : 2015

- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel de Lorient-Porte des Indes
- Président du Conseil de surveillance de Foncière Investissement
- Vice-Président du Conseil de surveillance d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels
- Président d'Arkéa Crédit Bail
- Représentant permanent du Crédit Mutuel Arkéa au Conseil de surveillance de Leasecom Group
- Administrateur de l'AGEFOS BRETAGNE

Hugues LEROY, Administrateur

nomination : 17/05/2002 – échéance : 2014

- Administrateur de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Vice-Président de la caisse de Crédit Mutuel de Rennes Sainte-Anne Saint-Martin jusqu'au 25 mars 2011
- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel de Pacé-Vezin
- Président du Conseil de surveillance de Fortuneo Banque
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Procapital Securities Services

Claudette LETOUX, Administrateur

nomination : 11/05/2001 – échéance : 2015

- Vice-Présidente de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Présidente de la caisse de Crédit Mutuel de Matignon
- Vice-Présidente de Créavenir Bretagne
- Administrateur d'Ark'ensol Créavenir
- Administrateur de Financo

Christian PERON, Administrateur

nomination : 12/09/2008 – échéance : 2013

- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Bannalec
- Administrateur de la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne
- Président de la caisse de Bretagne de Crédit Mutuel Agricole
- Représentant de la caisse de Bretagne de Crédit Mutuel Agricole à Suravenir
- Vice-Président de la Confédération nationale du Crédit Mutuel jusqu'au 25 février 2011

- Président du Crédit Mutuel Agricole et Rural (CMAR)

Christian TOUZALIN, vice-Président

nomination : 05/07/1996 – échéance : 2013

- Président de la fédération Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest
- Président de la caisse régionale du Crédit Mutuel du Sud-Ouest
- Administrateur de la caisse de Crédit Mutuel d'Angoulême Ma Campagne
- Administrateur de la Confédération nationale du Crédit Mutuel jusqu'au 16/03/2011
- Président de Suravenir Assurances
- Président du conseil de surveillance d'Infolis
- Président du conseil de surveillance de Monext
- Administrateur d'Arkéa Capital Partenaire
- Administrateur de SLEC (Société d'Exploitation du Câble du Grand Angoulême)
- Administrateur d'AGIR (Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux)
- Directeur général de la STGA (Société de Transport du Grand Angoulême)
- Président du conseil de surveillance de SMAM IARD

Raymond VIANDON, Administrateur

nomination : 21/04/2011 – échéance : 2014

- Président de la caisse de Crédit Mutuel de Castillon la Bataille
- Administrateur de la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest
- Administrateur de la Caisse régionale du Crédit Mutuel du Sud-Ouest

- **Conflits d'intérêts**

A la date du présent prospectus, il n'y a pas de conflit d'intérêt entre les membres du Conseil d'administration et du comité de direction générale du Crédit Mutuel Arkéa et les Caisses du Crédit Mutuel du Sud Ouest.

4. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Se reporter au Document de Référence relatif au Crédit Mutuel Arkéa déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2012 sous le numéro D.12-0327 disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet du Crédit Mutuel Arkéa : www.arkea.com

5. PROCEDURES JUDICIAIRES OU D'ARBITRAGE

A la date du présent prospectus, ni la société ni aucun autre membre du Crédit Mutuel Arkéa n'est ou n'a été impliqué dans une procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu récemment, durant les douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Crédit Mutuel Arkéa.

6. RELATIONS DE SOLIDARITE AU NIVEAU DU GROUPE ET AU NIVEAU NATIONAL

Le dispositif de solidarité du Crédit Mutuel vise à assurer en permanence la liquidité et la solvabilité de l'ensemble des établissements affiliés à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (art. L.511-31 du Code monétaire et financier) afin de prévenir toute défaillance. Il repose sur un ensemble de règles et de mécanismes mis en place au niveau des groupes régionaux et au niveau confédéral.

Dispositions applicables au niveau des groupes régionaux

Confer Ière partie, Chapitre II

Dispositions adoptées au niveau national

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est notamment chargée de veiller à la cohésion de son réseau et de s'assurer du bon fonctionnement des établissements qui lui sont affiliés. A cette fin, elle doit prendre toutes mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun de ces établissements comme de l'ensemble du réseau (art L.511-31 du Code monétaire et financier).

De façon générale, toutes les interventions nécessaires peuvent être décidées par le Conseil d'administration confédéral s'il s'avère que les mécanismes existant au niveau des groupes régionaux sont insuffisants pour régler les éventuelles difficultés auxquelles peut être confronté un groupe.

7. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les documents relatifs au Crédit Mutuel Arkéa devant être mis à la disposition du public peuvent être consultés gratuitement au siège administratif du Crédit Mutuel Arkéa (1, rue Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon – France) et sont disponibles sur le site www.arka.com.

TROISIÈME PARTIE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS

**AU GROUPE CREDIT MUTUEL ET A LA CONFEDERATION
NATIONALE DU CREDIT MUTUEL**

Au premier degré de la structure du Crédit Mutuel, les **Caisses locales**, sociétés coopératives à capital variable, en constituent le socle. Ce sont des établissements de crédit selon la loi bancaire dont le capital est détenu par les sociétaires, à la fois porteurs de parts et clients. Financièrement autonomes, les Caisses locales collectent l'épargne, distribuent des crédits et proposent l'ensemble des services financiers. La plupart des décisions concernant les clients sont prises à cet échelon.

Chaque Caisse locale a un Conseil d'administration et/ou un Conseil de surveillance, composé(s) de membres bénévoles élus par les sociétaires en Assemblée générale selon la règle : "une personne, une voix".

Au deuxième degré du Crédit Mutuel, les Groupes régionaux comprennent chacun une **Fédération régionale** et une **Caisse fédérale**. Celle-ci peut être interfédérale, comme c'est le cas pour les Fédérations :

Centre Est Europe, Ile-de-France, Sud-Est, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, Centre, Normandie, Loire Atlantique et Centre Ouest, Crédit Mutuel Méditerranéen et Dauphiné- Vivarais et pour les Fédérations de Bretagne, Massif-Central et Sud-Ouest.

Les Caisses locales et la Caisse fédérale, dont elles sont actionnaires, adhèrent à la Fédération.

La Fédération régionale, organe de stratégie et de contrôle, représente le Crédit Mutuel dans sa région.

La Caisse fédérale assure les fonctions financières telles que la gestion des liquidités ainsi que des prestations de services, techniques et informatiques.

Fédération et Caisse fédérale sont administrées par des Conseils élus par les Caisses locales.

Aux dix-huit Fédérations régionales s'ajoute la Fédération du Crédit Mutuel Agricole et Rural (CMAR), à vocation nationale sur le marché de l'agriculture.

Au troisième degré, on trouve la Caisse centrale de Crédit Mutuel et la Confédération Nationale.

La **Confédération nationale** - qui a la forme juridique d'une association - est l'organe central du réseau aux termes du Code monétaire et financier. Les 19 Fédérations et la Caisse centrale du Crédit Mutuel lui sont affiliées.

La Confédération nationale représente le Crédit Mutuel auprès des pouvoirs publics. Elle assure la défense et la promotion de ses intérêts.

Chargée du bon fonctionnement des établissements qui lui sont affiliés, elle contrôle les Groupes régionaux. Garante de la cohésion du réseau, elle coordonne son développement et propose des services d'intérêt commun.

La Caisse centrale, organisme financier national, gère la liquidité des Groupes régionaux et organise la solidarité financière du Crédit Mutuel. Son capital est détenu par l'ensemble des Caisses fédérales.

Se reporter au Document de Référence relatif au Crédit Mutuel Arkéa déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2012 sous le numéro D.12-0327 disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet du Crédit Mutuel Arkéa : www.arka.com